

La chasse aux « SUD » est fermée !

Suite à l'entrevue entre notre syndicat et la direction du musée du Louvre, la procédure de sanction disciplinaire individuelle à l'encontre des 5 militants de SUD Culture (pour l'action syndicale contre la location d'espace au salon des marchands d'armes Eurosatory) a été levée et aucun rapport ne sera mis dans leur dossier administratif.

Henri Loyrette reste convaincu que ce type d'action est plus politique que syndicale et qu'elle peut nuire au Louvre en terme d'image pour le service de la surveillance et qu'elle demeure condamnable (puisque'elle aurait pu conduire à un incident ou mettre en danger les agents eux-mêmes). Il a reconnu le caractère respectable des motifs syndicaux qui animent SUD Culture et ses militants sur ce sujet, bien qu'il ne les approuve pas politiquement.

Il n'a pas remis en cause la probité professionnelle des agents concernés et nous avons pu le détromper sur des accusations faites aux agents (utilisation de clefs du musée, création d'un badge pour se rendre dans les locaux du tube notamment). A ce sujet un rendez-vous entre Carole Etienne Boisseau, DRH du musée, un membre de la direction de la surveillance et les agents concernés est prévu pour dissiper tout flou sur le sujet et arrêter, s'il en était besoin, des propos visant à discréditer les agents adhérents à notre syndicat comme n'ayant pas leur place dans la surveillance et la sécurité du musée.

Nous avons réaffirmé que, pour notre syndicat, tout « mécénat » n'est pas bon à prendre et que le lien ainsi créé entre un des plus prestigieux établissements publics culturels et le commerce des armes est nuisible aux intérêts moraux de notre pays. Nous avons demandé encore une fois l'arrêt de la mise à

disposition des espaces du musée à Eurosatory.

Par ailleurs, nous avons rappelé au président directeur que la Charte éthique des mécénats n'avait cette année encore pas été respectée. Les agents ne sont toujours pas informés par l'administration du nom des loueurs d'espaces, afin de leur permettre de s'inscrire ou pas à des « heures mécénat » en toute connaissance de cause. Henry Loyrette a déclaré que le musée devait aussi tirer leçon de l'incident et a proposé qu'une réunion entre la DRH et le syndicat soit programmée pour aborder à nouveau le sujet de la charte.

Pour finir nous tenons à affirmer ici qu'aucun des militants de SUD Culture ne veut « ternir » l'image du Service de la Surveillance ni le professionnalisme des agents qui en font partie (quel que soit leur grade).

Notre syndicat et les militants concernés tiennent à remercier très chaleureusement tous les collègues qui leur ont apporté du soutien soit en parole soit en signant la pétition. Ceci nous a prouvé que notre travail syndical est reconnu et apprécié, ce que la direction n'a pu que constater. Nous remercions aussi la section CGT signataire de notre courrier commun dont le Directeur était le destinataire. Notre section demeure persuadée que l'union intersyndicale et le soutien des collègues ont été très importants pour nos militants et pour le retrait de cette menace de sanction.